



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE

SERVICE DE PRESSE et D'INFORMATION

www.botschaft-frankreich.de

Revue de la presse allemande semaine du 17 au 24 avril 2009

POLITIQUE INTERIEURE

M. Steinmeier présente le programme de campagne du SPD

L'ensemble de la presse a commenté la présentation par M. Steinmeier du programme de campagne du SPD. A l'instar de la *Süddeutsche Zeitung* qui qualifie de « peu sérieuse » la concurrence que se livrent le SPD et la CDU/CSU en matière de « cadeaux fiscaux », les quotidiens se montrent majoritairement critiques face aux intentions affichées par le SPD (augmenter les impôts pour les plus riches et les diminuer pour les bas revenus). La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Die Welt* condamnent des promesses qui s'apparentent à un retour à la politique pratiquée par le SPD avant les réformes de l'ère Schröder et qui sont, selon ces quotidiens conservateurs, de nature à entretenir chez les électeurs une « mentalité d'assistés ». Le « grand écart de M. Steinmeier entre la politique de l'Agenda 2010 dont il est le co-auteur et une tentative de réconciliation avec son propre parti », ne convainc pas non plus le *Handelsblatt*. La *Frankfurter Rundschau* reproche pour sa part au SPD un programme pas suffisamment ancré à gauche qui ne permet pas d'offrir de réelle alternative à l'actuelle grande coalition.

Le projet de « bad bank » va voir le jour

L'ensemble de la presse évoque aussi la réunion qui s'est tenue mardi présidée par la chancelière afin de trouver une solution sur les « actifs toxiques » des banques. Les journaux indiquent qu'un projet de loi en ce sens devrait être présenté d'ici à deux semaines. Si le *Handelsblatt* salue la démarche « pragmatique » du gouvernement (notamment l'abandon de l'idée de créer une structure de défaillance centrale au profit de la mise en place par les banques qui le désirent de structures individuelles), la plupart des quotidiens s'accordent à souligner qu'un pas important reste à franchir : « changer les structures qui ont permis toute l'étendue du désastre » (*FTD*), c'est-à-dire rationaliser le secteur des banques régionales pour « ne garder que celles en mesure de perdurer sans l'aide chronique de l'Etat » (*FAZ*).

Reprise d'Opel par Fiat ?

L'ensemble de la presse se fait l'écho des informations parues sur *Spiegel online* selon lesquelles « de source proche des négociations », le constructeur automobile Fiat pourrait signer dès mardi une lettre d'intention sur une prise de contrôle d'Opel.

A l'instar du tabloïd *Bild* qui s'interroge dans les termes suivants : « deux malades réunis peuvent-ils faire une entreprise saine ? », la presse se montre dubitative. Pour la *FAZ*, il y aurait sans conteste de meilleures solutions, par exemple une reprise d'Opel par le constructeur indien Tata ou par Daimler ou BMW. La *Frankfurter Rundschau* qualifie le scénario Fiat-Opel de « folie » : les deux entreprises ne sont aucunement complémentaires, leurs gammes se chevauchent et compte tenu des surcapacités dans le secteur automobile, des fermetures d'usines et des licenciements massifs sont inéluctables qui toucheraient en première ligne Opel.

Fidèles à leurs convictions libérales, plusieurs journaux estiment toutefois que l'entrée d'un investisseur privé quel qu'il soit est préférable à une reprise par l'Etat (*Die Welt, FTD*), d'autant qu'Opel aux abois n'est pas en position de force pour se montrer difficile sur le choix de son repreneur (*Süddeutsche Zeitung*). De l'avis de la *Berliner Zeitung*, Fiat n'est sûrement pas la plus mauvaise solution car il s'agit au moins d'un partenaire industriel et non d'un fonds d'investissement ne possédant aucune expérience du secteur. « Compte tenu de l'acuité de la crise, les salariés d'Opel et le contribuable devraient se réjouir que l'on trouve encore un repreneur », estime le journal de Berlin.

POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

Conférence des Nations unies sur le racisme

A la veille de l'ouverture de la conférence des Nations unies sur le racisme, la presse était partagée sur l'attitude à adopter, les journaux conservateurs (*Frankfurter Allgemeine Zeitung, Die Welt*) se montrant résolument opposés à une participation allemande et européenne à ce qu'ils dénonçaient comme une « farce cynique », tandis que les journaux de gauche (*Frankfurter Rundschau, Berliner Zeitung*) estimaient que la « politique de la chaise vide » n'était pas la bonne démarche pour « contrecarrer les Etats qui bafouent les droits humains les plus élémentaires ».

Au lendemain de l'annonce par l'Allemagne qu'elle ne participerait pas à la conférence de Genève, la grande majorité des journaux ont approuvé cette décision, saluant la « clarté » et la « fermeté » (*Die Welt*) de la position du gouvernement fédéral et soulignant l'importance de définir la « ligne rouge à ne pas franchir » (*Süddeutsche Zeitung*).

Plusieurs quotidiens rappellent à cet égard la spécificité du lien entre l'Allemagne et Israël pour expliciter le refus allemand de participer à la conférence. C'est le cas notamment de la *FAZ* qui utilise la notion de « raison d'Etat » et fait valoir que sur les sujets relatifs à Israël, la démarche de l'Allemagne consiste à « prévenir plutôt que guérir ».

Les salariés français et allemands de Continental manifestent ensemble à Hanovre

Tous les quotidiens évoquent le déplacement à Hanovre de quelque 1300 salariés de l'usine Continental de Clairoix menacée de fermeture. « Au secours, les Français arrivent », ironise la *Frankfurter Rundschau* qui se fait l'écho des craintes de responsables syndicaux allemands de débordements tels qu'à Compiègne à l'occasion de la manifestation commune avec les salariés allemands devant le siège de l'entreprise.

Au lendemain de la manifestation, la presse publie de nombreuses photos à la « une » notamment de la *FAZ* et de la *Berliner Zeitung*. Si le *Tagesspiegel* parle avec humour de la « prise de Hanovre », le soulagement est perceptible dans la *Frankfurter Rundschau* qui souligne que « les employés français de Conti sont restés pacifiques »./.